

La bande de Gaza (1/2) : territoire, population et histoire

Par [Laura Monfleur](#)

Publié le 20/07/2018 • modifié le 08/10/2023 • Durée de lecture : 4 minutes

En février et avril 2018, les forces israéliennes ont bombardé certaines positions du Hamas dans la bande de Gaza. Ces bombardements ne sont pas nouveaux et la bande de Gaza a été le théâtre et l'enjeu du conflit israélo-palestinien depuis sa création en 1949 à la suite des accords de Rhodes et plus particulièrement des affrontements entre Israël et le Hamas depuis que ce dernier a remporté les élections en 2006 (Rossin, 2009). Jean-Pierre Filiu parle ainsi des « douze guerres de Gaza » (Filiu, 2018). Comment se structurent le territoire et la population de la bande de Gaza ? Quelles sont les origines du conflit entre le Hamas et Israël ?

Territoire et population de la bande de Gaza (cf. carte)

La bande de Gaza fait partie des Territoires palestiniens avec la Cisjordanie. Il s'agit d'un territoire de 362 km², découpé en cinq districts : le Nord, Gaza-City, le Centre, Khan Younis et Rafah. Les 1,9 millions d'habitants se répartissent dans les principaux centres urbains. Ce territoire compte une densité de 5000 hab/km² (Le Monde, 2018). Deux tiers des habitants sont des réfugiés palestiniens répartis dans huit camps administrés par l'ONU (Le Monde, 2018). Il existait des colonies juives, principalement au Sud et au Nord, avant leur démantèlement et le retrait d'Israël de la bande de Gaza en 2005. Le territoire de la bande de Gaza est alors administré par l'Autorité palestinienne tandis que son espace aérien et maritime reste sous le contrôle d'Israël. A une fragmentation territoriale des Territoires palestiniens entre la bande de Gaza et la Cisjordanie, s'est ajoutée une fragmentation politique et idéologique puisque, depuis 2006, le [Hamas](#) contrôle la bande de Gaza tandis que la Cisjordanie est restée sous l'administration du [Fatah](#). En 2011, le PIB/hab était deux fois moins important dans la bande de Gaza (1535 \$) qu'en Cisjordanie (3137 \$). En 2014, le chômage était de 43% dans la bande de Gaza et de 17% en Cisjordanie (Le Monde, 2018). Ces différences s'expliquent notamment par le blocus égyptien et israélien auquel est confronté ce territoire et aux affrontements récurrents entre le Hamas et les forces israéliennes.

Histoire de la bande de Gaza

De 1949 à 1967, la [bande de Gaza](#) est un protectorat égyptien sous commandement militaire. Dès 1954, les commandos fedayin luttent contre les forces israéliennes dans le Sud d'Israël. En 1956, Israël prend le contrôle de ce territoire pendant quatre mois, à la suite de la crise du canal de Suez. Israël occupe Gaza de nouveau en 1967. L'économie gazaouie se développe en dépendance au marché israélien : les produits agricoles sont principalement exportés vers Israël qui emploie une part conséquente de la main-d'œuvre venant de la bande de Gaza (Rossin, 2009). En 1979, la signature du traité israélo-égyptien aboutit au retrait israélien du [Sinai](#) et à la partition de la bande de Gaza en quatre zones : les zones A, B et C sont administrées par l'Egypte et la zone D par Israël (Rossin, 2009). En 1987, la [première intifada](#), la « révolte des

pierres » commencent dans le camp palestinien de Jabaliya avant de s'étendre à tous les Territoires palestiniens. La même année, se forme le Hamas, branche palestinienne des Frères musulmans qui ont acquis une présence importante dans les années 1970 dans les territoires palestiniens (Filiu, 2012). A la suite des accords d'Oslo en 1993, la bande de Gaza devient une zone autonome dirigée par l'Autorité palestinienne aux mains du Fatah dirigé par Yasser Arafat qui s'installe alors à Gaza. Le Fatah développe principalement le front de mer tandis que les camps palestiniens restent insalubres (Rossin, 2009). En septembre 2000, la [deuxième intifada](#) est déclenchée contre Israël.

En 2005, le Hamas, qui est considérée comme une organisation terroriste par la communauté internationale et en particulier par Israël, remporte les élections locales avant de remporter les élections législatives en 2006. Les subventions internationales en direction de Gaza cessent donc et la situation sociale et économique se détériore tandis que le conflit est grandissant entre le Hamas et le Fatah qui souhaitent tous deux représenter les revendications palestiniennes. En 2007, des affrontements entre ces deux branches politiques palestiniennes éclatent et le Hamas prend le contrôle de la bande de Gaza en juin 2007. L'isolement territorial de la bande de Gaza se renforce. L'Egypte ferme sa frontière avec Gaza, suivi par Israël en janvier 2008 en réponse à des attaques de roquette venant de la bande de Gaza. Le Hamas choisit de détruire le mur avec l'Egypte et appelle les Palestiniens à reporter leurs liens économiques d'Israël vers l'Egypte (Rossin, 2009). Le 3 février 2008, la frontière avec l'Egypte est à nouveau fermée. En juin 2008, une trêve de six mois est signée entre le Hamas et Israël mais les tirs de roquette se poursuivent. Le 27 décembre 2008, Israël lance l'opération « Plomb durci », des bombardements et des offensives terrestres visant les installations du Hamas. Les tirs de roquette venant de Gaza se poursuivent dans les années suivantes. Leur portée s'accroît et les tirs touchent des villes israéliennes comme Tel Aviv, Jérusalem ou Haïfa. Les Israéliens renforcent alors leur dispositif d'endiguement et de contrôle de la bande Gaza avec le « dôme de fer ». Face à ce dispositif, le Hamas développe des tunnels illégaux à la frontière du territoire gazaoui pour envoyer des combattants au Sinaï ou sur le territoire israélien. Face aux tirs de roquette en 2018, la réponse des Gazaouis n'est pas venue du Hamas mais des habitants. Ces derniers ont marché vers la barrière de sécurité israélienne qui ferme le territoire pour protester contre les bombardements israéliens. Ce mouvement issu de la société civile (Filiu, 2018) a néanmoins été récupéré par le Hamas qui a annoncé sa participation.